

Se libérer de la croissance

La vie en France est moins difficile qu'ailleurs, et nous vivons en paix depuis plus d'un demi-siècle. Dans le monde d'aujourd'hui, c'est un privilège que nous devons défendre pour nous et nos enfants.

Pourtant, nous avons des raisons d'être inquiets : réchauffement du climat, disparition de nombreuses espèces vivantes, prolifération des déchets nucléaires, marées noires, OGM, vache folle, dioxines, usines à risques...

Certains d'entre nous sont exaspérés, et prêts à écouter n'importe quel démagogue. La course aux profits détruit la vie et accroît les inégalités. Les gouvernants sont sourds aux besoins des gouvernés, ils "communiquent" mais ont démissionné. Nous devons nous mobiliser sur de nouvelles valeurs ! Fonder notre prospérité sur la croissance matérielle est une erreur. La Droite et la Gauche comptent sur la croissance pour améliorer les courbes du chômage et réduire l'endettement du pays. Nous voulons occuper tout l'espace disponible, tout domestiquer, tout exploiter. Et chaque année, nous défrichons, nous aménageons, nous stérilisons des surfaces considérables. Des centaines d'espèces disparaissent devant ce déferlement. La diversité vivante s'effondre. Il est pourtant évident qu'une croissance indéfinie est matériellement impossible dans un monde fini. De plus, la logique de croissance des pays industrialisés place ces derniers au cœur de tensions internationales pour la maîtrise des ressources et la conquête des marchés qui absorbent leurs exportations.

Dans cette logique, la notion de développement durable est une escroquerie intellectuelle. Elle signifie que, moyennant quelques précautions environnementales, l'expansion humaine peut se prolonger sans remise en cause fondamentale. Ce postulat est faux. Même équipées de pots catalytiques, les voitures toujours plus nombreuses accentueront l'effet de serre (800 millions de véhicules en 2005, 2,2 milliards annoncés pour 2050). Même accompagné de quelques contraintes architecturales, l'entassement de la population sur une petite partie du territoire accroît les difficultés liées aux concentrations urbaines.

La croissance économique n'a jamais été remise en cause par aucun courant politique. Elle est encore présentée aujourd'hui comme la solution contre le chômage et la précarité par tous les partis de Gauche et de Droite. Or, depuis 40 ans de croissance, la France a vu ses chômeurs passer de 300.000 à plus de 3 millions ! Depuis 1980, le chômage a crû de 50% alors que le PIB a crû de 156%.

Si tout le monde sur Terre aujourd'hui consommait comme les Français, il nous faudrait 3 planètes pour répondre à nos besoins en énergie et en alimentation... 6 planètes si tout le monde consommait comme les USA ! L'accès à un meilleur niveau de vie de pays comme la Chine et l'Inde associé à la croissance continue des pays les plus riches conduit à une situation irréaliste : une croissance globale de seulement 2% par an nous fait consommer en 2050 plus de 30 planètes ! Avec la consommation actuelle, il reste sur Terre environ 20 ans de zinc, 36 ans de cuivre, 50 ans de nickel, 20 ans de plomb, 40 à 60 ans de pétrole, 70 ans de gaz naturel, 60 ans d'uranium : avant la fin de ce siècle, TOUTES ces ressources naturelles seront épuisées. Pour éviter une faillite économique et humaine, c'est-à-dire une décroissance obligée et brutale, il s'agit d'organiser une décroissance soutenable, douce et limitée pour aboutir à un niveau d'équilibre durable.

Donnons de la valeur à la beauté qui nous entoure. Pour que la Terre puisse encore nous émerveiller, nous devons être capables de laisser une place aux autres, c'est-à-dire aussi aux plantes, aux animaux. Chaque commune, chaque région, devrait laisser des parcelles de territoire à la libre expression de la vie sauvage, des coins de forêt, des vallées et des rivages qui ne soient pas marqués par nos empreintes. Par exemple en Guyane, la France a une responsabilité particulière.

Les stratégies sociales et économiques doivent nous permettre de nous libérer de la croissance, dont les effets sur l'emploi et la fiscalité sont d'ailleurs toujours éphémères. Mais la première émancipation doit être culturelle : l'expansion humaine ne sert pas le bonheur des individus : elle réduit la liberté de chacun et dégrade nos conditions de vie.

Une politique d'émancipation par rapport à la croissance privilégie la qualité qui exige davantage de main d'œuvre, exploite les gisements d'emplois délaissés (manuels) et traque les gaspillages de crédits publics. Elle mobilise la technologie et l'imagination pour réduire les besoins de transport routier et aérien ainsi que pour économiser l'énergie. Elle protège les terres agricoles, abandonne les incitations natalistes et équilibre la répartition de la population.

Quelques mesures pour libérer la France de la croissance :
--

1. Libérer l'emploi de la croissance

- En créant un environnement fiscal et administratif favorable aux PME/TPE.
- En valorisant les métiers manuels (dès l'école) où il manque des centaines de milliers de bras
- En privilégiant la qualité, qui exige plus de main d'œuvre, notamment dans la production alimentaire
- En favorisant le temps partiel dans une logique à la fois d'aide à la fonction parentale et de partage du travail.

1. Libérer les budgets publics de la croissance

- En réduisant les déficits publics qui pèsent très lourd dans le budget de l'Etat, en traquant les gaspillages de crédits publics
- En admettant que le niveau des dépenses publiques d'investissement fluctue avec celui des entrées fiscales.

1. Réduire les besoins de mobilité motorisée des personnes et des marchandises

- Arrêt des subventions publiques au trafic aérien régional
- Arrêt du programme autoroutier, abandon de la concession trentenaire et des péages au profit d'une vignette
- Amélioration du transport ferroviaire pour les personnes et les marchandises
- Transformation des tunnels routiers transalpins et transpyrénéens en tunnels ferroviaires (ferroulage)
- Conquête de la qualité de la vie en milieu urbain
- Gestion de l'espace urbain et suburbain en fonction des déplacements induits
- Réduction de la distance producteurs/consommateurs.

4. Gérer le territoire en laissant une place à la nature et à la beauté

Mise en œuvre d'un programme ambitieux de réhabilitation et de mise en valeur des paysages ruraux et urbains.

Modification de la PAC pour faire des contrats territoriaux d'exploitation le passage obligé de toutes les subventions à l'agriculture avec quatre objectifs :

- Produire une alimentation saine
- Créer des paysages de qualité
- Respecter l'eau, l'air et les sols
- Contribuer à l'économie rurale.